

Le cinéma français trop subventionné ?

Au-delà d'un certain seuil, les aides perçues par les maisons de production n'accroissent plus leur performance économique, constate le chercheur Julien Jourdan

Par JULIEN JOURDAN

Les subventions publiques permettent-elles aux entreprises d'accroître leur performance ? Le sujet fait depuis longtemps débat, mais peu d'études empiriques permettent de trancher. Afin de faire avancer la discussion, nous avons étudié de manière systématique le fonctionnement d'un secteur d'activité où ce soutien public est la règle plutôt que l'exception : la production cinématographique, subventionnée de manière permanente dès le début de l'après-guerre (« Too Much of a Good Thing? The Dual Effect of Public Sponsorship on Organizational Performance », Julien Jourdan et Ilze Kivleniece, *Academy of Management Journal* n° 60/1, 2017).

Concédée dans le cadre du plan Marshall, l'ouverture des salles obscures hexagonales aux productions hollywoodiennes s'était accompagnée d'une politique volontariste d'aide aux productions nationales. Il s'agissait de résister à l'impérialisme culturel américain et de protéger les compagnies françaises de la concurrence internationale. Pilier de cette politique, le soutien dit « automatique » à la production a offert, dès 1959, une aide aux producteurs directement proportionnelle à la recette de leur film précédent. Au fil du temps, la justification ouvertement pro-

tectionniste du dispositif s'est effacée progressivement sous la bannière de « l'exception culturelle », mais la mécanique du dispositif n'a été ajustée qu'à la marge.

Le soutien automatique est conçu pour renforcer les entreprises les plus performantes, avec l'ambition de forger des champions capables de porter les couleurs de la France sur le marché mondial. Il s'agit ainsi de contrebalancer la politique d'influence américaine – le fameux « *soft power* » – à laquelle les studios d'Hollywood sont étroitement associés.

L'objectif est-il tenu ? Notre étude, qui évalue l'effet de l'ensemble des aides reçues sur la performance des maisons de production entre 1998 à 2008, débouche sur des résultats pour le moins contrastés.

Modérées, les subventions publiques contribuent bien à améliorer la performance, ainsi qu'espéré. Mais passé un certain seuil, nous observons que la profitabilité du producteur tend – contre toute attente – à décliner. L'effet est particulièrement marqué pour les producteurs généralistes, non spécialisés dans un type de cinéma particulier, et davantage encore pour ceux qui font régulièrement appel à des acteurs connus.

DÉTOURNER L'ATTENTION

Comment interpréter de tels résultats ? Une aide financière est une marge de sécurité en cas de

pépin, et offre également la possibilité de produire des films plus ambitieux, de meilleure qualité. Les entreprises bénéficiaires peuvent équilibrer leurs comptes sans trop se soucier des contraintes de marché, ce qui aide à maintenir emplois et savoir-faire en France. Mais au-delà d'un certain seuil – variable selon le producteur –, nos modèles mettent en lumière des effets négatifs qui n'avaient pas été anticipés. De larges subventions accumulées contribuent à détourner l'attention des dirigeants des impératifs économiques. Ils ne s'imposent alors plus les mêmes contraintes, par exemple en poursuivant des projets qui leur tiennent à cœur mais dont le potentiel commercial est limité.

On peut finalement aller jusqu'à s'interroger sur la contribution du mécanisme de subvention publique à l'objectif politique recherché : développer le *soft power* de la France en incitant les producteurs à exporter les films français. De fait, si le cinéma national se porte plutôt bien en France et dans les pays immédiatement voisins, les succès se font plus rares dans le reste du monde, où les films tricolores – hormis quelques belles exceptions – restent pour l'essentiel cantonnés à un marché de niche. ■



Julien Jourdan est membre du laboratoire Dauphine recherches en management